



# L'ÉVÉNEMENT

## La fonction publique ne séduit plus, même au plus haut niveau

ANNE-HÉLÈNE POMMIER

[@ahpommier1](#)

Le chiffre a fait paniquer nombre de parents. À deux mois de la rentrée scolaire de septembre 2022, 4000 enseignants manquaient à l'appel à l'issue des concours. Pap Ndiaye, le ministre de l'Éducation nationale, qui a dû recourir au recrutement massif de contractuels pour pallier le manque de bras, a reconnu « un contexte de tension inédit pour le recrutement des professeurs ».

Le phénomène de pénurie constaté dans l'Éducation n'est pas nouveau, et, surtout, loin d'être isolé. La crise du Covid-19 a révélé la grande fatigue des soignants débordés et au bord de la rupture. Dans la police, les agents enchaînent depuis des années les heures supplémentaires dont le stock, non payé, s'élevait à 24 millions en 2019 selon la Cour des comptes. Les personnels de justice croulent sous les dossiers faute d'effectifs suffisants. Quant aux collectivités locales, une étude publiée début 2022 affirme que 40 % d'entre elles peinent à recruter les 10000 cadres dont elles ont besoin.

Le désamour pour la fonction publique touche même les plus hautes sphères de l'administration. Depuis

des semaines, plusieurs grandes agences publiques se cherchent un patron, sans voir les candidats se bousculer : l'Anses (sécurité alimentaire), l'Autorité des marchés financiers (AMF) et l'Agence des participations de l'État (APE). Quant au futur PDG d'EDF, le fournisseur d'énergie en passe d'être nationalisé, il faudra le convaincre de se

**« Ce constat du déficit d'attractivité, qui concerne les trois versants, nous l'avons fait et nous mettons tout en œuvre pour le combler »**

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE.

contenter d'une rémunération annuelle plafonnée à 450000 euros bruts pour les patrons du public, quand ses homologues du privé peuvent prétendre à plusieurs millions.

Car le constat est malheureusement le même à tous les niveaux dans la fonction publique. Là où le sentiment d'œuvrer pour l'intérêt commun, le prestige de certaines hautes fonctions, ainsi bien sûr que la garantie de conserver son emploi

à vie, compensaient les différences salariales avec les employés du privé, le compte n'y est plus désormais.

Pour mener à bien toutes les missions de services publics, le besoin de main-d'œuvre a été évalué à 100000 recrutements par an. Un objectif difficile à atteindre, dans la mesure où les candidatures aux concours d'entrée dans la fonction publique ont été divisées par quatre en vingt-cinq ans. Selon les derniers chiffres du ministère, 223635 candidats se sont présentés en 2020 pour décrocher l'un des 40000 postes proposés dans la fonction publique d'État (Éducation nationale, Intérieur, Finances, Justice), contre environ 650000 à la fin des années 1990. Pour certains métiers comme surveillant pénitentiaire ou professeur des écoles, le reflux du nombre de candidats frôle les 30 %.

« Ce constat du déficit d'attractivité, qui concerne les trois versants, nous l'avons fait et nous mettons tout en œuvre pour le combler », affirme-t-on au ministère de la Fonction publique. Au programme, une hausse du point d'indice de 3,5 %, la participation au financement d'une complémentaire santé et la création d'une marque employeur pour faire découvrir aux jeunes la diversité insoupçonnée des métiers. ■

